

Pour ou contre le port d'arme obligatoire pour la police municipale ?

Un rapport de deux députés LREM remis au Premier ministre Edouard Philippe ce mardi, propose 78 mesures, dont celle d'armer les policiers municipaux, de manière systématique. Si seuls 44% des 21.000 policiers municipaux sont équipés d'une arme à feu, la règle pourrait s'inverser : les maires devraient alors justifier leur décision de ne pas armer les agents municipaux, quant aujourd'hui ils doivent motiver la décision contraire.



1. Ils pourraient intervenir plus vite sans devoir attendre la police nationale

Les policiers municipaux, s'ils étaient armés, n'auraient plus à attendre l'arrivée de la police nationale, et pourraient intervenir seuls. Depuis les attentats, la police municipale est sollicitée dans la lutte antiterroriste. "Soit les policiers municipaux ne sont que des gardes champêtres urbains revisités, soit ils participent pleinement à la lutte contre la criminalité et il faut en tirer les conclusions", juge **Le Figaro**. Car, "les policiers municipaux font partie des forces de l'ordre. Les gens ne font pas de réelle différence entre les policiers nationaux, les gendarmes et les policiers municipaux", explique le député/maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour à **La Dépêche**. Selon lui, pour les gens ce sont des forces de sécurité, et "à ce titre, les policiers municipaux sont là pour apporter de la sécurité : arrêter des voleurs, protéger des enfants, calmer les gens pris de boisons...". Selon lui, il n'est pas question qu'ils remplacent la police nationale, mais ils doivent davantage la compléter. "La force d'un policier municipal, c'est sa présence sur le terrain. Il peut aider, renseigner." Mais évidemment il faudra les former avant de les armer.

2. Pour qu'ils puissent se protéger eux-mêmes

Les policiers sont devenus des cibles directes des terroristes. Parce qu'ils sont policiers justement, peu importe leur statut exact. Parmi les exemples non exhaustifs d'attaques de policiers, celui de l'attaque d'un agent à Notre-Dame de Paris en 2017, ou l'assassinat de **Clarissa Jean-Philippe**, policière municipale de Montrouge, par Amedy Coulibaly, le 7 janvier 2015. Selon Cédric, policier municipal d'une ville de Seine-et-Marne, "si Clarissa avait eu une arme, au moins elle aurait pu riposter, peut-être désorienter le tueur et ralentir l'escalade de sa folie meurtrière". À Beauvais, la maire (LR) Caroline Cayeux a décidé d'armer la police municipale depuis juin dernier. "C'est mon devoir face à la montée du terrorisme", explique-t-elle au **Parisien**. Cette décision s'accompagnera d'un encadrement strict, "avec des contrôles matériels, juridiques et psychologiques". Les attaques de policiers s'étendent aussi auprès des caïds plus "classiques". Rappelons l'assassinat d'Aurélie Fouquet, 26 ans, tuée par balle en 2010 à Villiers-sur-Marne, dans la course folle de Rédouane Faïd et de ses acolytes. Des milliers de policiers municipaux avaient alors manifesté pour réclamer des équipements et exprimer le malaise de la police. Car les malfaiteurs "voulaient tuer du flic", **reste persuadé Thierry Moreau**, co-équipier d'Aurélie Fouquet.

1. Cela ne réglera pas les problèmes d'insécurité et de criminalité

“J’aimerais qu’on me dise en quoi armer la police réglerait le problème de la délinquance. Regardez les Etats-Unis”, s’indigne Anasse Kazib, cheminot sur **Europe 1**. Selon lui, ce n’est pas parce qu’un policier est armé, qu’un délinquant se dira “je vais arrêter mes conneries”. À Nice, on a fait de la sécurité une priorité, après les attentats de 2016. Aujourd’hui la ville partage avec Marseille, la première place des villes avec le plus grand effectif de policiers municipaux : avec 400 policiers, rappelle **L’Obs**. Dans ces deux villes, les agents sont armés. “On est pourtant loin, des résultats escomptés, notamment à Nice qui est classée 401e sur 408 des villes où règne l’insécurité. Peut-être les limites du tout sécuritaire ?”, peut-on encore lire. En Amérique du Nord, les policiers sont armés, et la criminalité est pourtant bien plus élevée qu’en France : pour 100.000 habitants, le nombre de meurtres est de 5,6 aux Etats-Unis pour 1,7 en France selon la **CIA**. Et c’est sans compter les nombreuses bavures qui nous parviennent d’Outre-Atlantique : **987 personnes ont été tuées** par la police en 2017, dont 68 n’étaient pas armées, d’après le Washington Post.

2. Les policiers municipaux n’ont pas la vocation d’arrêter les truands

Le rôle de la police municipale devrait être mieux défini. “Si elle n’est là que pour remplir des missions de la police nationale, ça ne sert à rien”, estime Jean-Pierre Havrin, ancien haut responsable de la police nationale et adjoint au maire de Toulouse, dans **France Soir**. Ainsi, “entretenir une “police nationale bis”, c’est se tromper d’objectif”. Pour lui, la police municipale doit être un plus, doit apporter quelque chose de différent, et devenir une entité autonome, qui “cesse de ne se valoriser qu’en ressemblant à des policiers nationaux”. Car la police municipale, “c’est la police de proximité par excellence. Il s’agit de contact, de prévention, de tranquillité plutôt que sécurité. S’ils voient un “flag”, ils interviennent, mais il ne s’agit pas de faire du “saute-dessus” systématiquement, ce n’est pas la mission”. Leur mission est plutôt d’avoir un lien privilégié avec la population. Un avis que partage le maire EELV d’Arcueil (Val-de-Marne), Christian Métairie : “La question c’est : quel est l’objectif qu’on fixe à la police municipale ?” interroge t-il sur **France Info**. “À chacun son travail”, conclut-il.

Avoir une opinion c’est bien, des arguments, c’est mieux.